



La Matinale du Monde
vendredi 22 mai 2026 985 mots

Aussi paru dans 22 mai 2026 - Le Monde (site web)

« Les repas à 1 euro pour tous les étudiants permettent de se donner bonne conscience, sans que la mesure atteigne sa cible »

Par Julien Meimon (Chercheur en science politique)

La précarité étudiante nous a sauté aux yeux en 2020, lorsque la France confinée en raison du Covid-19 découvrait les files d'attente interminables aux distributions de colis alimentaires. Elle est pourtant ancienne et bien ancrée, documentée par les travaux de recherche, dénoncée par les syndicats. Mais la crise sanitaire a plongé brutalement dans la misère des cohortes d'étudiants dont l'équilibre économique tenait à 50 ou 100 euros par mois. Les images de ces files d'attente ont choqué, jusqu'à devenir un enjeu politique contemporain : le sacrifice d'une génération privée d'insouciance.

C'est dans ce contexte qu'a fleuri l'idée de proposer à tous les étudiants, précaires ou non, des repas du Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (Crous) à 1 euro. Ce dispositif, initialement réservé aux boursiers, avait déjà été élargi pendant la crise sanitaire, sans effet marquant sur la précarité étudiante si l'on en juge par l'affluence redoublée aux distributions de colis alimentaires menées par les associations. Fruit d'un accord politique assez large, en vue de l'adoption du budget 2026, cette mesure constitue-t-elle vraiment une avancée pour les étudiants précaires ? Rien n'est moins sûr.

Commençons par ce constat : en France, on aide mal ceux qu'on a identifiés comme fragiles – les étudiants boursiers – car ce système de protection comporte trop d'effets de seuil, n'est pas indexé sur l'évolution du coût de la vie, et ses réformes successives en montrent les limites ; de plus, on ignore les étudiants précaires non boursiers, pourtant beaucoup plus nombreux.

Aucune statistique d'ampleur ne permet à ce stade de quantifier le phénomène, même si les syndicats étudiants et associations d'aide s'accordent à penser que 30 % des étudiants sont en insécurité alimentaire chronique. Les universités et les Crous, les travailleurs sociaux, les parlementaires et les familles savent le poids de cette précarité et chacun connaît probablement dans son entourage un étudiant précaire. Pourtant, la précarité étudiante demeure en partie invisible.

Interrogeons ensuite le périmètre et le budget voté pour cette mesure : en offrant cette possibilité à tous les étudiants, se donne-t-on les moyens d'aider en priorité ceux qui en ont le plus besoin ? Ne risque-t-on pas de se donner bonne conscience alors que la mesure n'atteint pas sa cible ? Certes, les étudiants, dans leur globalité, seront ravis de ces repas équilibrés et chauds. Mais ceux qui ne mangent pas à leur faim, ceux qui connaissent une insécurité alimentaire chronique, avec moins de 3,30 euros par jour pour se nourrir, se soigner et s'habiller ?

En choisissant l'universalité pour cette mesure, on se trompe de cible et on la prive d'impact. Malheureusement, il y a fort à parier que, parallèlement, les files d'attente pour des colis alimentaires ne faibliront nulle part en France. D'autant que le budget voté est totalement inadapté : 50 millions d'euros la première année, 90 millions la seconde. Songeons qu'il ne permet pas de proposer plus de 10 repas par étudiant précaire et par an. L'équation est rapide à poser : un coût de fabrication de l'ordre de 7 à 8 euros, et une population cible de l'ordre de 1 million de personnes.

Tensions ingérables

Enfin, les Crous, chargés de distribuer ces « repas à 1 euro », sont inmanquablement mis dans une situation d'échec : privés des capacités de production, du personnel et des moyens logistiques nécessaires en restauration universitaire, ces structures étaient déjà en difficulté avant la mesure, et en échec sur la question du logement étudiant avec des besoins au moins 10 fois supérieurs aux capacités d'accueil. Les Crous seront très vraisemblablement, si ce n'est avant l'été, du moins à la rentrée universitaire, soumis à des tensions ingérables.

L'enseignement supérieur est un secteur soumis à de fortes tensions, avec des universités en déficit chronique et des

agents qui peinent à exercer leur métier, un gonflement spectaculaire de l'enseignement supérieur privé et payant, tandis que les 3 millions d'étudiants en 2026 n'ont plus grand-chose de commun avec leurs aînés des années 1960 qui étaient dix fois moins nombreux. En face, les réformes structurelles destinées à compenser les inégalités de situation se sont fait attendre, malgré les mobilisations des syndicats, et les décennies se sont succédé sans que nous parvenions collectivement à redresser la barre.

Le profil des étudiants précaires qui recourent à l'aide alimentaire est pourtant clairement identifié : issus de filières variées, dans toutes les grandes villes universitaires, vivant hors du foyer parental, ils connaissent d'autres vulnérabilités (logement, accès aux soins, isolement), sautent des repas chaque jour, sacrifient leur santé comme leurs loisirs, disposent, une fois les charges payées, d'un « reste à vivre » qui les place parmi les plus pauvres en France. Ils goûtent bien malgré eux à la misère.

Cette mesure des repas à 1 euro n'est assurément pas à même de stopper ou de limiter la précarité alimentaire des étudiants en France. Pire, elle pourrait laisser croire qu'on ne peut rien faire pour enrayer ce fléau. Les conditions qui ont conduit à son adoption posent dès lors deux questions : celle de l'efficacité des dépenses publiques, et plus précisément l'adéquation entre les objectifs affichés et les moyens affectés. Et celle de notre rapport aux jeunes en général, aux étudiants en particulier : en abandonnant une partie de ceux ayant franchi le premier grade de l'enseignement supérieur, qui sont les professionnels de demain, nous ruinons nos chances de réussite collective en faisant vaciller la devise de la République.

Julien Meimon, enseignant et chercheur en science politique, préside l'association d'aide alimentaire aux étudiants Linkee-Entraide étudiante. Il est notamment l'auteur de « Faim d'études. En finir avec la précarité étudiante » (Seuil, 2025).

[Cet article est paru dans La Matinale du Monde](#)

© 2026 <https://www.lemonde.fr>. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

0gzdR9_DIRMviQ9WMk7AunPeSU7XREDwPyh808LC54dPQpNXC97PyWvzCleFCBLd9dBmQnfPhvN5cyBXSEqittbLEUCUCFbkHjyptetOjaRIOGiz

news-20260522-LMT-edd*cmoma*c20260522*c0c86a9ae3c745d46252083d75ac9327fa41c723b